

Aux Ecoles, Citoyens !

Laurent Frappé

Vous avez dit refondation ? Est-ce bien fondé ? Notre système éducatif est sérieusement malade, plus personne ne songe à le nier. Le fait d'énoncer clairement l'ensemble des symptômes de dysfonctionnement fut un geste politique majeur de la part du Chef de l'Etat (discours du 9 octobre 2012 à la Sorbonne). En début de mandat il existait effectivement une opportunité, non pas de « changer l'Ecole Publique maintenant » tout de suite, mais de lancer une réflexion globale et un chantier de longue haleine.

Il y eut pourtant un décalage immédiat entre l'ambition affichée, les analyses et les réponses déjà conçues par une équipe ministérielle trop bien préparée, et la structure même d'une trop brève concertation : le « découpage » préalable en thèmes et groupes de travail a nui à une compréhension globale du malaise, à un véritable diagnostic. Même si les mesures adoptées sont le plus souvent utiles, on passera à côté d'une reconstruction profonde parce que l'approche a été conçue encore de façon parcellaire.

Une cause centrale, décisive à mon avis, a été ignorée. Elle est à l'œuvre depuis des siècles mais ne semblait pas nuire au fonctionnement scolaire, tant que le consensus hiérarchique (étymologiquement *pouvoir sacré, incontestable*) tenait bon. On négligeait pourtant bien des souffrances. Maintenant ses effets délétères sont évidents, mais on n'en distingue pas encore le mécanisme, on ignore sa puissance perturbatrice.

Du fait de l'évolution sociale et culturelle de notre société, **la classe** comme unité de base de l'enseignement, et le « face-à-face pédagogique » qu'elle génère, ne sont plus tenables. Nous nous y sommes tellement habitués, cette situation nous semble si normale, qu'il nous est difficile d'en percevoir et comprendre la nocivité : seul face à un groupe nombreux, l'enseignant est le plus souvent conduit à plaire ou à réprimer. On lui demande explicitement, comme un défi, de « contrôler sa classe ». Hormis les cas très minoritaires des enseignant-es de haute compétence, disposant d'une « autorité naturelle », et capables, comme les « Freinet » d'organiser leur classe en sous-groupes de travail coopératifs, on observerait le plus souvent, si les murs étaient moins opaques, un troublant mélange de séduction et de coercition, et parfois une lutte déclarée entre des volontés adverses...

Insistons sur le fait que cette perversion de la relation éducative, cette grossière limitation du registre pédagogique, est un effet direct de la *structure duelle* (avec et sans jeu de mot) de ce mode d'enseignement. Les tendances dépressives et les rigidités d'attitudes qu'on rencontre fréquemment ne relèvent pas systématiquement de faiblesses psychologiques préexistantes.

Dans le Projet de loi sur la Refondation du système éducatif, une piste de solution majeure a montré le bout de l'oreille : « plus de maîtres que de classes »... Mais cette intuition n'est pas sous-tendue par une problématique d'ensemble, elle reste conçue comme une mesure de soutien, qui sera d'ailleurs durablement bridée par les limites budgétaires. On a beaucoup de mal à sortir de la logique arithmétique, de l'antienne syndicale sur « les moyens ».

Plutôt que d'espérer vainement une réduction du nombre d'élèves par classe, *c'est cette entité même qu'il faut mettre en question*, en modifiant radicalement l'organisation de l'école, et ses rapports avec son milieu, avec sa « société civile ».

Pour ce faire, *les établissements d'enseignement doivent acquérir une très large autonomie*, être désormais placés sous la tutelle d'une instance politique territoriale, tout en gardant et renforçant leur statut public par les programmes, les diplômes et les contrôles nationaux.

Il faut revoir le rôle des enseignants et des directions, en systématisant la notion d'équipe pédagogique comme clé de voûte coopérative d'une école semi autonome, responsable face aux élus. Leur liberté de sélection, dans une banque de recrutement régionale établie sur des critères nationaux, est une des bases indispensables. Une marge budgétaire significative est une autre condition de leur dynamisme.

Simultanément, les pouvoirs publics devront induire **une présence citoyenne active et diversifiée au sein de chaque établissement**. Chaque groupe scolaire sera incité à recruter des adultes volontaires qui viendront partager certaines compétences concrètes avec de petits groupes d'élèves, sur une base régulière ou ponctuelle selon la pertinence pédagogique de leur offre. Autres que des parents d'élèves qui n'y ont pas leur place en tant que tels (ils peuvent intervenir dans une autre école), ces retraités, étudiants, artisans, artistes, travailleurs indépendants indemnisés, salariés qualifiés temporairement libérés par leur entreprise sur un quota d'heures (modéré et négocié, mais prévu par la loi), seront choisis et encadrés par les professionnels enseignants.

Aidés par le personnel de soutien et les professionnels spécialisés, ceux-ci assumeront donc avec leur direction des tâches nouvelles et exigeantes d'organisation, de coordination et de contrôle de ces intervenants externes. A leur appréciation et selon la fiabilité des personnes volontaires, outre les ateliers évoqués ci-dessous ils-elles pourront leur déléguer certaines tâches, comme la « drill » (la répétition indispensable à l'assimilation), les corrections de routine, une partie de la logistique matérielle, etc.

L'équipe pédagogique sera seule garante de la cohérence et de la continuité des apprentissages, dont les enseignants resteront ou doivent devenir les spécialistes.

Raconter et lire des histoires à des enfants en répondant à leurs questions, les encourager à lire, en silence puis à haute voix, n'est-ce pas à la portée de jeunes et moins jeunes grands-parents, d'étudiants stagiaires, voire de grands élèves du secondaire ?

Créer, rédiger, mettre en page et diffuser un journal scolaire, est-ce faisable pour un « non-enseignant » et un tout petit groupe d'élèves ?

Faire un atelier intensif de menuiserie avec cinq adolescentes qui décident de se construire un radeau ou des étagères, cela permet-il d'appliquer des notions primaires ou secondaires de géométrie, de physique (Archimède et la ligne de flottaison...), de géographie et de comptabilité (ça va coûter combien cette construction, cette sortie scolaire ou parascolaire) ?

Une initiation à l'arabe oral proposée deux heures chaque quinzaine par un agent de maîtrise heureux de transmettre un peu de sa culture, ne rendra-t-elle pas fiers les trois élèves de cette origine lorsqu'ils présenteront les chansons qu'ils ont apprises ou écrites ? Là les parents et voisins seront les bienvenus !...

L'activité de musique ne sera-t-elle pas plus fructueuse si elle est conçue et animée par un musicien professionnel, qui consacra librement une session intensive d'une dizaine de demi-journées à cette expérience marquante ? N'est-ce pas une façon plus intéressante de revoir le système d'indemnisation du chômage partiel des intermittents du spectacle ?!

Combien de savoirs théoriques et concrets seront mobilisés et acquis par la fabrication d'un clip en français et en anglais, destiné à être mis en ligne et partagé avec les écoles jumelles d'Ukraine et du Burkina ?

A la cantine, pourquoi ne pas associer quelques élèves, pour une semaine par exemple, à la préparation du repas, au service, et à la vaisselle ? N'est-ce pas un moyen concret de les préparer à un juste partage des tâches ?

Car la frontière devra s'estomper entre les champs de compétence scolaire et périscolaire, à condition de ne pas gonfler encore le monstre étatique actuel ! Le « débat » sur les horaires, les calendriers annuels et les activités « d'après la classe » permettra-t-il d'explorer et de faire progresser le couplage entre les parts civique, municipale, régionale de notre système éducatif ?

De telles initiatives d'ouverture existent déjà, mais elles sont encore marginales, et on ne mesure pas leur efficacité.

Quels impacts peut-on espérer sur la motivation des enfants et des jeunes, leur curiosité agissante et leurs acquisitions ? Comment diffuser et renforcer la pédagogie par projets et les compétences multidisciplinaires, dont on parle tant en les pratiquant si peu ?

Dans quel climat de confiance, et pour quel climat de respect mutuel l'équipe pédagogique saura-t-elle intégrer ces ateliers au cœur même des programmes d'apprentissages ?

A quel point et à quelles conditions une transmission pédagogiquement et techniquement plus pointue des compétences de base (comme la lecture et la mathématique) sera-t-elle plus efficace avec des groupes restreints d'élèves ?

La nécessité d'une programmation et d'une gestion par cycles apparaîtra vraiment. Quelle souplesse peut-on en attendre pour la progression des élèves selon leurs rythmes et leurs capacités diverses ? Si des (re)doubléments peuvent encore s'avérer nécessaires pour telle section de telle discipline précise, leur impact sera bien moindre parce que ce décalage ne coupera pas l'enfant de son groupe d'appartenance.

En effet, en lieu et place des classes il faudra constituer des « groupes de vie » d'une douzaine d'élèves, conduits par un ou deux éducateurs référents, se

retrouvant à tel ou tel moments de la journée et de la semaine pour parler du vécu, élaborer tel projet coopératif, et prendre les décisions correspondant à leur niveau. Quelles décharges et quelles charges supplémentaires cela entraîne-t-il pour les enseignants ?

Tant de questions sont à examiner, de réponses à tester...

Il faudra multiplier les essais et les faire évaluer méthodiquement par des chercheurs universitaires, hors l'Education Nationale.

Enfants comme adultes, professionnels comme bénévoles, les participants de terrain diffuseront aussi, au fur et à mesure, les résultats de ces activités, et les difficultés rencontrées dans leur conception, leur mise en œuvre, leur articulation avec les enseignements didactiques linéaires. Les réseaux internet dont le ministère propose la mise en œuvre seront précieux à cet égard, et stimuleront les dynamiques locales et régionales de changement.

Les professeurs garderont et développeront cependant leur fonction proprement didactique, en améliorant leurs connaissances des processus cognitifs, incluant leur dimension affective. La compétence relationnelle et psychologique des pédagogues sera développée et soutenue au fil de leur carrière par des groupes de pairs extérieurs à l'école ou par des supervisions individuelles, sur une base volontaire et hors hiérarchie bien sûr.

On commence à peine à concevoir et reconnaître le niveau de qualification nécessaire aux hussards modernes de la république. Leur formation initiale dorénavant sanctionnée par un « master » universitaire de sciences et pratiques de l'éducation, le statut des pédagogues doit devenir équivalent à celui des ingénieurs. La mise à niveau impérative de leur salaire prendra alors tout son sens...

Avons-nous donc tant à perdre à entreprendre une telle mutation ?

Pourquoi ne pas essayer, à une échelle et pour une durée suffisantes, avec des écoles volontaires ?

L'apport nouveau d'énergies adultes et citoyennes sera certainement très exigeant à mettre en place et à gérer. Il ne s'agit pas d'une école de bisounours... Mais l'énorme courant d'oxygène, de présence et de diversité dont pourra s'enrichir chaque école se révélera vite « rentable ». Les professeurs n'y mettront pas moins d'énergie mais seront moins fatigués, moins découragés par l'agressivité ou l'inertie pesante de la classe, beaucoup plus toniques et imaginatifs, stimulés par le travail en commun et les interactions avec le milieu social. Leur rôle intellectuel, affectif, moral, leur reconnaissance sociale, leur autorité, leur pertinence didactique en seront ravivés et revalorisés.

Lorsque ce sera à nouveau défendable politiquement, et sur des bases largement décentralisées, de la maternelle à l'université le réseau scolaire devrait devenir intégralement public, intelligemment laïc, diversifié, partageant les pouvoirs entre tous ses acteurs (même dans ses aspects parfois conflictuels), sous la responsabilité finale des élus, aux seuls niveaux indispensables.

Notre système éducatif est le premier et l'ultime « melting pot » républicain.

Nous devons l'investir et le décongestionner, en alliance avec les instituteurs (qui étaient si bien nommés) et tous les acteurs des établissements scolaires.

Citoyens, citoyennes, aux écoles !